Document generated on 09/19/2024 2:09 p.m.

Québec français

Le manifeste politique dans le Québec moderne

Jean-Luc Vézina

Number 153, Spring 2009

Les écrits politiques au Québec

URI: https://id.erudit.org/iderudit/44249ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)
1923-5119 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Vézina, J.-L. (2009). Le manifeste politique dans le Québec moderne. *Québec français*, (153), 45–47.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le manifeste politique dans le Québec moderne

PAR JEAN-LUC VÉZINA*

L'histoire moderne est parsemée d'événements charnières, lesquels ont parfois été amorcés par un écrit public. Le *Manifeste du parti communiste* (Marx, 1847), par exemple, jeta les bases d'une idéologie qui modifia l'échiquier politique mondial pendant plus d'un siècle. Plusieurs autres manifestes politiques, proclamations destinées à attirer l'attention du public et à exprimer un point de vue sur un problème, sont ainsi passés à l'histoire, contribuant, du même fait à façonner le monde actuel.

Le manifeste, du latin *manifestus* (« déclaration »), tel qu'on le connaît depuis le XVIIIe siècle, fut d'abord utilisé par des mouvements ouvriers de l'Europe de l'industrialisation. Son usage s'étendit ensuite aux artistes et aux littéraires. Aujourd'hui, le manifeste demeure surtout associé aux mouvements progressistes ou contestataires qui souhaitent faire connaître leurs doléances.

Le Québec fut aussi marqué par la publication de certains manifestes. Sans en faire une recension exhaustive, la description qui suit identifie les principaux manifestes qui ont marqué l'évolution du Québec moderne.

Refus global

Le plus célèbre des manifestes publiés au Québec est sans doute un des premiers exercices du genre : *Refus global* (1948). Ce manifeste politico-artitistique compte seize signataires issus du milieu des arts, sous l'égide de Paul-Émile Borduas, lui-même peintre et sculpteur. S'inscrivant dans la lignée des manifestes contestataires, *Refus global* dénonce l'idéologie conservatrice dominante de l'époque, l'omniprésence du clergé dans la société québécoise et le duplessisme. Borduas et ses collègues appelaient en quelque sorte à une révolution en exhortant les Québécois à se libérer du joug traditionnel catholique isolationniste pour s'ouvrir sur le monde. En bref, il s'agit d'un appel à la modernité, laquelle faisait nettement défaut au Québec, comparativement aux autres nations du monde industrialisé.

Évidemment condamné par le clergé et l'*intelligentsia* de l'époque, *Refus global* n'a pas eu d'écho immédiat dans la société québécoise. Nettement avant-gardiste, il jeta néanmoins les bases de l'esprit qui anima la Révolution tranquille, une dizaine d'années plus tard.

En 1960, après plus de quinze ans de règne de l'Union nationale de Maurice Duplessis, l'élection du Parti libéral de Jean Lesage sonne le glas de la Grande Noirceur. La création du ministère de l'Éducation, la nationalisation de l'hydroélectricité, la laïcisation de l'espace public et la diminution de l'influence de l'Église modifient en profondeur les institutions du Québec et le propulsent vers la modernité tant souhaitée par les signataires de *Refus global*.

Le Front de libération du Québec

Au plan social, la montée du nationalisme québécois et la naissance des premiers mouvements indépendantistes caractérisent la décennie 1960-1970. C'est d'ailleurs au cours de cette décennie que naît le Front de libération du Québec (FLQ), dont les actions criminelles aboutiront aux événements d'Octobre 1970.

C'est à la suite de l'enlèvement de James Richard Cross que le FLQ demanda, entre autres, que soit diffusé et publié son manifeste, ce qui fut fait sur les ondes d'une radio montréalaise, CKAC, et de la télévision de Radio-Canada, le 8 octobre 1970.

Le manifeste du FLQ se voulait une dénonciation d'un Québec aux mains d'une « clique de requins voraces, les "Big Boss" patroneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse-gardée du *cheap labor* et de l'exploitation sans scrupule ». Résolument marxiste, le FLQ lance un appel à la révolution armée des travailleurs québécois. Cet appel n'eut pas d'écho au sens strict,

mais il permit néanmoins une certaine affirmation du mouvement indépendantiste et du mouvement ouvrier. Après tout, les Québécois de l'époque étaient quasi absents du monde financier et les mesures d'encadrement linguistique, quasi inexistantes.

Le manifeste du FLQ, signe des temps, fut diffusé à la télévision nationale, dans un contexte de crise politique sans précédent. Cela lui conféra une visibilité incomparable par rapport à tout autre manifeste publié jusque-là. Malgré cette visibilité, les Québécois n'adhérèrent pas à la vision felquiste du Québec. Après la crise d'Octobre de 1970, le FLQ disparut à toutes fins utiles. Les aspirations indépendantistes furent alors principalement portées par le Parti québécois, fondé en 1968, qui, bien que résolument social-démocrate, ne partageait pas le radicalisme et le marxisme felquiste.

La grande syndicalisation

En parallèle, le mouvement syndical s'organise et se radicalise lui aussi au tournant des années 1970. En pleine ébullition, le mouvement syndical québécois flirte alors avec l'extrême-gauche. Le début des années 1970 est marqué par la publication de trois manifestes par les principales centrales syndicales.

L'État, rouage de notre exploitation (1971) est publié par la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Le texte est une virulente critique du système capitaliste qui, dans sa logique de profit maximal, opprime la classe ouvrière et dénonce le contrôle qu'exerce le pouvoir économique sur le politique. Il fait appel à l'unité des forces progressistes pour instaurer une « société socialiste ».

De son côté, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) publie *Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel* (1971) et *Ne comptons que sur nos propres moyens* (1971), document d'étude qui n'a pas été entériné par les instances de la centrale, mais qui illustre un certain courant du mouvement, à l'époque. On y rejette le libéralisme économique en proposant ici aussi une société socialiste à l'économie planifiée. Pour ce faire, la CSN plaide en faveur d'un rôle accru de l'État dans l'économie.

Pour sa part, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), aujourd'hui la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), publie *L'école au service de la classe dominante* (1972) et *Pour une journée d'école au service de la classe ouvrière* (1975). La CEQ emprunte à l'idéologie marxiste sa critique de la société québécoise. Elle invite alors les enseignants à se rallier aux ouvriers pour éliminer les rapports d'exploitation par la classe bourgeoise inhérente à la société

1970. Application de la Loi sur les mesures de guerre par le gouvernement fédéral. © Office national du film.

2006. Françoise David et Amir Khadir, signataires du manifeste *Pour un Québec solidaire*, fondent un nouveau parti politique : Québec solidaire.

capitaliste. En ce sens, l'école doit cesser de perpétuer l'idéologie dominante et de reproduire ces rapports sociaux d'exploitation. Dans *École et luttes de classes au Québec* (1974), elle développe la « pédagogie de conscientisation » visant à développer des noyaux de résistance à l'idéologie dominante par l'entremise des institutions d'enseignement.

Ces appels à la société socialiste furent vains, le fait étant que le Québec ne devint jamais un État socialiste. Néanmoins, cette radicalisation du mouvement syndical fut à l'origine de nombreuses revendications et de gains sociaux. Elle engendra également de nombreux conflits de travail, dont le Front commun, qui mena à l'emprisonnement des trois chefs des principales centrales syndicales, en 1972 (Louis Laberge (FTQ), Yvon Charbonneau (CEQ) et Marcel Pepin (CSN)).

Dans le coin droit...

Il faut attendre 2005 pour voir apparaître un nouveau manifeste politique qui marquera le Québec. *Pour un Québec lucide* alors est signé par douze personnalités québécoises (journalistes, politiciens, gens d'affaires), dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard. Illustrant éloquemment une époque caractérisée plus par son pragmatisme que par les grandes utopies collectives, *Pour un Québec lucide* est un plaidoyer contre « le *statu quo* québécois ». Selon les signataires, le Québec voit sa compétitivité menacée par un déclin démographique, une dette astronomique et un retard économique. Pour contrecarrer les effets néfastes de ce constat, on remet en question des acquis de la Révolution tranquille : on propose une hausse des frais de scolarité, une autre des tarifs d'Hydro-Québec, une plus grande ouverture au secteur privé. Les signataires dénoncent également la mentalité réfractaire au changement qui s'est manifestée lors de l'annonce de grands projets qui ont fait l'actualité au cours des années précédentes : Suroît, projet avorté du Casino de Pointe-Saint-Charles en collaboration avec le Cirque du soleil, etc.

Conscients que leurs propositions risquent d'écorcher des valeurs chères aux Québécois, les signataires de *Pour un Québec lucide* y vont de certaines propositions progressistes : revenu minimum garanti, investissement massif en éducation, taxe sur la consommation plutôt que sur le revenu : « Les défis des années 1960 exigeaient une révolution tranquille non seulement de nos institutions, mais aussi de notre façon de voir les choses, de notre culture ; il en est de même aujourd'hui. Cet esprit nouveau sera lucide, responsable et libre. Il accueillera avec ouverture les idées originales, plutôt que d'excommunier sur-le-champ ceux qui les proposent. Animés de cet esprit nouveau, les Québécois feront face à leurs problèmes, plutôt que de s'en prendre aux autres et se contenter de faux-fuyants[1] ».

... et dans le coin gauche...

Alors qu'il est bien accueilli par les milieux d'affaires et les penseurs de droite, *Pour un Québec lucide* est vivement dénoncé par les groupes sociocommunautaires, très majoritairement de gauche. En guise de réponse, quelques mois plus tard, trente-six signataires publient *Pour un Québec solidaire*, manifeste qui relativise le constat alarmiste de ceux que l'on appelle désormais les « lucides ». C'est en ce qui a trait aux solutions proposées que les deux manifestes s'opposent. Pour combattre le *statu quo*, les « solidaires » proposent des solutions écologistes, une répartition accrue de la richesse et l'interventionnisme d'État. « Nous affirmons une autre vision du Québec, une vision humaniste, soucieuse de l'environnement et du développement durable, du bien commun et des droits collectifs ».

L'année suivante naissait un nouveau parti politique : Québec solidaire, fondé par Françoise David et Amir Khadir, signataires du manifeste *Pour un Québec solidaire*. Le parti fit élire un premier député à l'Assemblée nationale du Québec lors des élections du 8 décembre 2008. Si les « lucides » avaient su rallier une frange de la population et de l'*intelligentsia*, les « solidaires » en firent autant. Alors que depuis les années 1970 le jeu politique au Québec était déterminé par l'affrontement entre souverainistes et fédéralistes, il est désormais marqué par les débats entre la gauche et la droite, entre les « solidaires » et les « lucides ».

Une influence... manifeste ?

Pour conclure ce bref exposé, malgré le fait que les manifestes politiques recensés ici comptent parmi les plus importants de l'histoire du Québec contemporain, il demeure difficile de se prononcer sur l'impact réel qu'ils ont eu. Ont-ils permis à leurs auteurs de convaincre leurs concitoyens d'adopter leurs propositions ? Les manifestes politiques sont-ils de simples échantillons de courants de pensée, symptomatiques de leur époque, ou sont-ils vraiment à la base de prises de conscience citoyenne ? Chose certaine, ces écrits politiques ont permis la représentation d'idées et de courants idéologiques nouveaux, parfois révolutionnaires, dans l'espace public. Tous s'inscrivent dans une dynamique de volonté de changement et, pour cette raison, ils sont fondamentalement avant-gardistes. Si leurs propositions n'ont pas été appliquées à la lettre, leur publication a néanmoins permis à la société québécoise de réfléchir, de débattre et de faire des choix qui ont construit le Québec d'aujourd'hui. En ce sens ces manifestes ont, à leur façon, contribué à faire l'histoire. ■

---

* Analyste-conseil au gouvernement du Québec et diplômé en sciences politiques, Université Laval

Note

1 « Pour un Québec lucide », p. 10.

Bibliographie

LINTEAU, Paul-André *et al.*, *Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, éditions Boréal, 1989, 835 p.

MANN TROFIMENKOFF, Suzan, *Visions nationales. Une histoire du Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarré, 1986, 455 p.

ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, éditions Boréal, 1989, 535 p.

Manifeste du FLQ : http://archives.radio-canada.ca/emissions/477/

Manifeste Refus global : www.artotheque.ca/image/refus.htm

L'Encyclopédie canadienne : www.thecanadianencyclopedia.com

Pour un Québec lucide : www.pourunquebeclucide.com/

Pour un Québec solidaire : www.eausecours.org/acrobat/porteur/hp/0135.pdf